



## Chômage en France : où en sommes-nous ?

### Quelques chiffres :

**PIB France 2014 :**  
2 133,6 Mds d'€

**Inflation** (moyenne des  
12 derniers mois à fin  
novembre) : 0,03 %

### Dette publique

(fin du 3<sup>e</sup> trimestre 2015) :  
2 103 Mds d'€ ; 96,9 % du  
PIB

**Balance commerciale** (douze  
derniers mois à fin novembre  
2015) : -45,1 Mds d'€

**Chômage au sens du BIT**  
(3<sup>e</sup> trimestre 2015) : 10,6 %.

**Dépenses publiques 2014 :**  
1 226 Mds d'€ ; 57,2 % du PIB

Lors de ses vœux aux français, François Hollande déclarait l'état d'urgence économique et social, faisant de la lutte contre le chômage sa priorité. Au cœur des débats économiques depuis de nombreux mois, la hausse quasi continue du chômage, résultat d'une croissance atone depuis trois ans, n'appelle pas à l'optimisme.

Avec près d'un million et demi de demandeurs d'emploi en catégorie A (demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité) supplémentaires par rapport au début de la crise économique de 2008 et un taux de chômage au sens du BIT \* au plus haut depuis 1997 (cf. graph 1), la baisse du chômage doit effectivement être une priorité nationale.

Pour autant, ces chiffres cachent une légère amélioration de la situation depuis quelques mois et de fortes disparités entre les différentes catégories d'âge. Ainsi, sur un an le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente de 2,5 %, soit la plus faible augmentation depuis 2011 (cf. graph 2). Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans sont les plus touchés par cette hausse du chômage (+8,4 % sur un an) alors que les moins de 25 ans sont 25 000 de moins à être demandeurs d'emploi (-4,5 % sur un an).

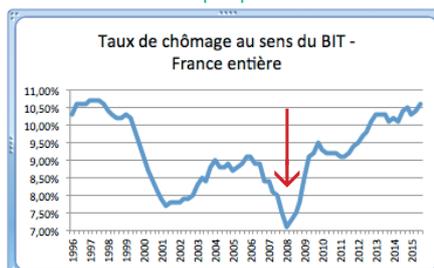
Pour la CFE-CGC, la politique de lutte contre le chômage ne peut se résumer à la fuite en avant vers toujours plus de baisse des charges à laquelle on assiste (création du CICE, dispositif zéro charges, baisse des cotisations sociales patronales famille, suppression de la C3S, ...). La politique de l'offre du gouvernement est à bout de souffle. Seule une croissance plus élevée et durable permettra de créer des emplois stables.

Plutôt que de créer une nouvelle prime à l'embauche, la CFE-CGC propose de réorienter les aides aux entreprises vers l'investissement et de redonner du pouvoir d'achat aux ménages de la classe moyenne par une baisse significative des impôts afin de relancer la consommation.

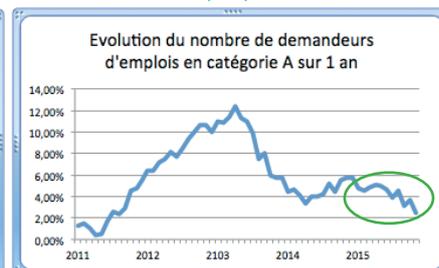
### \* Statistiques du chômage

En France, deux mesures du chômage sont utilisées. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi correspond à une réalité administrative (inscription ou non sur les listes de pôle emploi). Le chômage au sens du BIT correspond à une situation sur le marché du travail (ne pas avoir travaillé au moins 1h durant la semaine de référence, avoir recherché un emploi le mois précédent, être disponible sous 15 jours pour occuper un emploi).

Graphique 1



Graphique 2



## Croissance du 3<sup>ème</sup> trimestre confirmée : 0,3 %

### 1. Comptes nationaux trimestriels

Les résultats détaillés publiés le 23 décembre 2015 viennent confirmer la première estimation : le PIB progresse de 0,3 % au troisième trimestre.

Le taux de marge des sociétés non financières progresse de 0,2 point après la légère baisse du deuxième trimestre, se situant ainsi près de 2 points au-dessus de la moyenne de l'année de 2014 (31,2 contre 29,5 en 2014). Cette amélioration est principalement imputable à la baisse des prix de l'énergie.

Et les entreprises ne sont pas les seules à profiter de ce recul. Les ménages voient ainsi leur pouvoir d'achat rebondir fortement (+0,9% après -0,3% au deuxième trimestre) à la faveur d'une baisse des prix des dépenses de consommation. Une partie importante de cette hausse de pouvoir d'achat est épargnée par les ménages, le taux d'épargne augmentant ainsi de 0,5 point pour se stabiliser à 15,5 % du revenu disponible brut, soit son plus haut niveau depuis début 2012.

Enfin, la dette publique au sens de Maastricht s'établit à 2 103,2 milliards d'euros au troisième trimestre, soit 2,2 milliards d'euros de moins qu'au deuxième trimestre (96,9 % du PIB contre 97,6 % au deuxième trimestre).

### 2. Entreprises

#### • Climat des affaires

L'indice de climat des affaires perd un point en décembre (101), clôturant ainsi l'année légèrement au-dessus de sa moyenne de long terme (100). Pour rappel, à la même période l'an passé, l'indice de climat des affaires atteignait 94, témoignant alors de la relative prudence des chefs d'entreprises concernant leur activité. La légère baisse de décembre est principalement due au climat des affaires du commerce de détail qui perd 4 points (105) mais reste

toujours très largement au-dessus de sa moyenne de long terme. L'indice de climat des affaires des services perd également deux points (99). L'indicateur de retournement conjoncturel reste en zone favorable.

### 3. Ménages

#### • Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages

Pour le troisième mois consécutif, en décembre, la confiance des ménages stagne à un niveau légèrement inférieur (96) à sa moyenne de long terme (100). La crainte concernant le chômage est comme très souvent ces derniers mois la principale préoccupation des ménages.

#### • Dépenses de consommation des ménages

Au mois de novembre la consommation des ménages en biens recule de 1,1 %. Contrairement à la baisse d'octobre qui était le fait d'un recul de la consommation des ménages en biens durables et automobile, cette baisse est presque entièrement imputable aux dépenses en énergie qui se replient très nettement (-5,6 % après +2,2 %) et aux dépenses en habillement (-4,7 %). La chute des dépenses énergétiques s'explique par les températures très douces observées un peu partout en France au mois de novembre.

### 4. Chômage

Après les mauvais résultats du mois d'octobre (+42 000 personnes soit +1,2 %), le nombre de demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité (catégorie A) baisse de 15 000 personnes (-0,4%) à fin novembre. Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A croît de +2,5 %.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C croît en revanche de 6 700 personnes (+0,1 %). Sur un an en revanche, il augmente de 5,1 %.

#### Contacts :

Alain Giffard, secrétaire national en charge du secteur Économie et Industrie  
✉ alain.giffard@cfecgc.fr

Service Économie : Anne Bernard, Francine Didier, Kevin Gaillardet et Justine Vincent  
✉ kevin.gaillardet@cfecgc.fr